

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 1922

[C — 2004/31289]

**25 MAART 2004.** — **Besluit 2004/79 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 5 februari 2004 tot wijziging van het decreet van 4 maart 1999 inzake de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het beroepsproces**

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 februari 2004 tot wijziging van het decreet van 4 maart 1999 houdende de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Afdeling « Gehandicapte Personen » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid van 18 februari 2004;

Op voorstel van het Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

**Artikel 1.** Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 februari 2004 tot wijziging van het decreet van 4 maart 1999 houdende de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van gehandicapte personen treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de verschijning ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Het Collegelid dat bevoegd is voor Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 25 maart 2004.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

W. DRAPS,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid.

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting.

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 1923

[C — 2004/31288]

**29 AVRIL 2004.** — **Arrêté 2004/47 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et l'arrêté 99/262/E1 du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées**

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 14, 15, 16, 21, 22, 23, 24, 33, 34 et 36;

Vu l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'arrêté 99/262/E1 du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées;

Vu l'arrêté 99/262/E3 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et centres d'hébergement pour personnes handicapées;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 13 novembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 février 2004;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget, donné le 9 février 2004;

Vu la délibération du Collège du 12 février 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 14, 3°, alinéa 3, de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000, remplacé par l'arrêté 99/262/E3 du 28 novembre 2002, les mots « six mois » sont remplacés par les mots « trois mois ».

**Art. 3.** L'article 15 de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 est remplacé par « La personne handicapée ou son représentant légal doit fournir à l'administration toutes les données nécessaires à l'instruction de la demande. Si la personne handicapée ou son représentant légal n'a pas fourni toutes les données nécessaires à l'instruction de la demande, l'administration l'informe par écrit des renseignements manquants qui doivent être fournis dans un délai de trois mois. Si au terme de ce délai, l'administration n'a pas reçu les renseignements demandés, elle informe la personne handicapée ou son représentant légal, par pli recommandé, qu'un nouveau délai de trois mois lui est accordé au terme duquel la demande sera considérée comme caduque ».

**Art. 4.** L'article 29, alinéa 2, de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000, est remplacé par « Dans les cas non prévus à l'annexe 1 de l'arrêté, l'équipe pluridisciplinaire peut, aux conditions générales de l'arrêté, accorder une intervention dans la prise en charge d'aides individuelles à l'intégration. L'administration fera semestriellement rapport, au membre du Collège ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions, de l'état des interventions ainsi accordées en précisant le type et le montant de l'aide accordée ».

**Art. 5.** Dans l'article 29 de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit : « En aucun cas, l'intervention ainsi accordée ne pourra être supérieure à 15.000 euros, et le montant global des aides accordées sur base du présent article est limité à 20 % du montant budgétaire alloué aux aides individuelles telles que prévues dans le cadre de l'article 16, 1°, du décret ».

**Art. 6.** Dans l'article 40 de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit : « Le Centre, l'Entreprise ou le Service doit fournir à l'administration toutes les données nécessaires à l'instruction de la demande. Si le Centre, l'Entreprise ou le Service n'a pas fourni toutes les données nécessaires à l'instruction de la demande, l'administration l'informe par écrit des renseignements manquants qui doivent être fournis dans un délai de trois mois. Si au terme de ce délai, l'administration n'a pas reçu les renseignements demandés, elle informe le Centre, l'Entreprise ou le Service, par pli recommandé, qu'un nouveau délai de trois mois lui est accordé au terme duquel la demande sera considérée comme caduque ».

**Art. 7.** Dans l'article 73, alinéa 1, de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000, remplacé par l'arrêté 99/262/E3 du 28 novembre 2002, les mots « trois jours » sont remplacés par les mots « cinq jours ».

**Art. 8.** Dans l'article 75 de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000 remplacé par l'arrêté 99/262/E3 du 28 novembre 2002, est ajouté un second alinéa rédigé comme suit : « En cas de refus d'intervention, celui-ci prend effet à la date de notification ».

**Art. 9.** Dans l'article 78, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000, remplacé par l'arrêté 99/262/E3 du 28 novembre 2002, les mots « trois jours » sont remplacés par les mots « cinq jours ».

**Art. 10.** Dans l'article 80 de l'arrêté 99/262/A du 25 février 2000, remplacé par l'arrêté 99/262/E3 du 28 novembre 2002, est ajouté un second alinéa rédigé comme suit : « En cas de refus d'intervention, celui-ci prend effet à la date de notification ».

**Art. 11.** Dans l'article 19, alinéa 1, de l'arrêté 99/262/E1 du 25 avril 2002, sont ajoutés les mots : « 11. Une obligation de concertation préalable entre le Centre et la personne handicapée ou son représentant légal, doit être organisée en ce qui concerne :

1° la résiliation de la convention de prise en charge lorsqu'elle est prévue avant l'expiration du terme initialement fixé dans celle-ci;

2° les mesures qui s'imposent en raison de l'évolution de la situation physique ou mentale de celle-ci, sauf cas de force majeure ou d'extrême urgence auxquels cas la concertation doit se tenir dans les trois jours ouvrables après la prise de ces mesures ».

**Art. 12.** Le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 avril 2004.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège.

W. DRAPS,

Membre du Collège chargé de la Politique des Personnes handicapées.

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget.

VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 1923

[C — 2004/31288]

**29 APRIL 2004. — Besluit 2004/47 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 houdende individuele bepalingen voor de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van gehandicapte personen en besluit 99/262/E1 van 25 april 2002 houdende erkenning en betoelaging van de dagcentra en onthaalcentra voor gehandicapte personen**

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces van gehandicapte personen, inzonderheid op artikelen 14, 15, 16, 21, 22, 23, 24, 33, 34 en 36;

Gelet op besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 houdende de individuele bepalingen voor sociale integratie en inschakeling in het beroepsproces van gehandicapte personen;

Gelet op besluit 99/262/E1 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning en de betoelaging van de dagcentra en onthaalcentra voor gehandicapte personen;

Gelet op besluit 99/262/E3 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 betreffende de begeleidingsnormen in dagcentra en verblijfcentra voor gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de Afdeling « Gehandicapte Personen » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid van 13 november 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 4 februari 2004;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting van 9 februari 2004;

Gelet op de beraadslaging van het College van 12 februari 2004 omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State binnen een termijn van maximaal één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, lid 1, 1°, van de samengeschakelde wetten betreffende de Raad van State;

Op voorstel van het Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid,

Besluit :

**Artikel 1.** Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 14, 3°, 3e lid, van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 vervangen door besluit 99/262/E3 van 28 november 2002, worden de woorden « zes maanden » vervangen door de woorden « drie maanden ».

**Art. 3.** Artikel 15 van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 wordt vervangen door « De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger moet aan het bestuur alle gegevens overhandigen die noodzakelijk zijn voor de bestudering van de aanvraag. Indien de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger niet alle gegevens heeft overhandigd die noodzakelijk zijn voor het bestuderen van de aanvraag, dan stelt het bestuur deze per brief in kennis van de ontbrekende gegevens die binnen een termijn van drie maanden moeten verstrekt worden. Indien bij het verstrijken van deze termijn het bestuur de gevraagde informatie nog niet ontvangen heeft, dan stelt het bestuur de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger in kennis bij aangetekend schrijven van het feit dat een nieuwe termijn van drie maanden toegekend wordt, bij het verstrijken van deze termijn zal de aanvraag als nietig beschouwd worden ».

**Art. 4.** Artikel 29, 2e lid, van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 wordt vervangen door « In de gevallen die niet in bijlage 1 van het besluit voorzien zijn, kan het pluridisciplinair team volgens de algemene voorwaarden van het besluit een tussenkomst toekennen in de tenlasteneming van de individuele bijstand voor hun integratie. Het bestuur zal zesmaandelijks verslag uit brengen bij het Collegelid bevoegd voor Gehandicaptenbeleid over de toestand van de tussenkomst die zo werden toegekend waarbij het soort en het bedrag van de tegemoetkomingen gepreciseerd worden ».

**Art. 5.** In artikel 29 van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 wordt een derde lid toegevoegd dat luidt als volgt : « In geen enkel geval zal de goedgekeurde tegemoetkoming hoger zijn van 15.000 euro, en het globale bedrag van de krachtens dit artikel toegekende steun is beperkt tot 20 % van het bedrag dat op de begroting voorzien is voor individuele steun zoals voorzien in het kader van 16, 1°, van het decreet ».

**Art. 6.** In artikel 40 van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 wordt een derde lid toegevoegd dat luidt als volgt : « Het Centrum, het Bedrijf of de Dienst moet aan het bestuur alle gegevens overhandigen die noodzakelijk zijn voor de bestudering van de aanvraag. Indien het Centrum, het Bedrijf of de Dienst niet alle gegevens heeft overhandigd die noodzakelijk zijn voor het bestuderen van de aanvraag, dan stelt het bestuur deze per brief in kennis van de ontbrekende gegevens die binnen een termijn van drie maanden moeten verstrekt worden. Indien bij het verstrijken van deze termijn het bestuur de gevraagde informatie nog niet ontvangen heeft, dan stelt deze het Centrum, het Bedrijf of de Dienst in kennis bij aangetekend schrijven van het feit dat een nieuwe termijn van drie maanden toegekend wordt, bij het verstrijken van deze termijn zal de aanvraag als nietig beschouwd worden ».

**Art. 7.** In artikel 73, 1e lid, van besluit 99/262/A van 25 februari 2000, vervangen door besluit 99/262/E3 van 28 november 2002, worden de woorden « drie dagen » vervangen door « vijf dagen ».

**Art. 8.** In artikel 75 van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 vervangen door besluit 99/262/E3 van 28 november 2002, wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt : « In geval van weigering van tegemoetkoming wordt deze van kracht op de dag van de kennisgeving ».

**Art. 9.** In artikel 78, 1e lid, van besluit 99/262/A van 25 februari 2000, vervangen door besluit 99/262/E3 van 28 november 2002, worden de woorden « drie dagen » vervangen door « vijf dagen ».

**Art. 10.** In artikel 80 van besluit 99/262/A van 25 februari 2000 vervangen door besluit 99/262/E3 van 28 november 2002, wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt : « In geval van weigering van tegemoetkoming wordt deze van kracht op de dag van de kennisgeving ».

**Art. 11.** In artikel 19, 1e lid, van besluit 99/262/E1 van 25 april 2002 worden de woorden toegevoegd : « 11. Een verplichting tot voorafgaandelijk overleg tussen het Centrum en de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger moet georganiseerd worden inzake :

1° de ontbinding van de overeenkomst van tenlasteneming wanneer dat voorzien is vóór het verstrijken van de termijn die oorspronkelijk in de overeenkomst werd vastgelegd;

2° de maatregelen die ingang vinden omwille van de evolutie van de fysieke of mentale toestand van de gehandicapte persoon, behoudens overmacht of ernstige dringendheid, in die gevallen moet het overleg plaatsvinden binnen de drie werkdagen na het nemen van de maatregelen ».

**Art. 12.** Het Collegelid dat bevoegd is voor Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 april 2004.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College.

W. DRAPS,

Collegelid belast met Gehandicaptenbeleid.

A. HUTCHINSON,

Collegelid belast met Begroting.